



CONTRE LA RETRAITE à POINTS LE COMBAT CONTINUE OUI, NOUS IRONS JUSQU'AU RETRAIT

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN NPA ENTREPRISES DU PERCHE

19 FEVRIER 2020

Lundi, l'examen du projet de loi sur la réforme des retraites a démarré à l'Assemblée Nationale. Le calendrier parlementaire va ainsi s'étendre sur plusieurs mois avec l'intention, de la part du pouvoir, de faire voter sa loi avant l'été, malgré le fait que la majorité de la population y reste opposée.

UN GOUVERNEMENT ISOLÉ MAIS BRUTAL

Les sondages montrent que la bataille des idées a été gagnée par les opposants à cette réforme et Macron est aujourd'hui au plus bas dans les sondages.

L'avis du Conseil d'état, qui critique vivement le gouvernement et son projet, indique que même du côté des institutions, la « méthode Macron » ne passe pas. Et si nous n'avons rien à attendre de ces institutions, ces avis contribuent aussi à la perte de légitimité de ce pouvoir.

L'étude d'impact et les simulations qu'il ose présenter sont dénoncés par les économistes de droite et de gauche comme un enfumage. En creusant un peu, il en ressort une baisse considérable des pensions pour quasiment toutes et tous, y compris sur les pensions des actuels retraités.

Malgré l'impopularité de sa réforme, le pouvoir est pourtant déterminé à passer en force. Et comme tout pouvoir sur la défensive, le gouvernement mise sur la brutalité.

Brutalité au Parlement avec la procédure accélérée, le choix de recourir à 29 ordonnances échappant à tout débat pour arrêter des éléments essentiels du futur système de retraite, le recours peut-être à l'article 49-3 pour abrégé les débats...

Violence aussi dans les dénonciations des grévistes, le recours aux réquisitions, les matraquages et gazages des manifestants, des enseignants ou des lycéens.

UN GOUVERNEMENT DE MENTEURS

En dévoilant la réforme des retraites, le premier ministre s'était engagé à ce que le pouvoir d'achat des futurs "points" de retraite soit garanti par leur "indexation sur les salaires". Or, il a fallu les travaux de la Commission spéciale de l'Assemblée pour qu'on découvre que le projet de loi prévoit que la valeur du

« point » ne sera pas indexée sur les salaires, mais sur un nouvel indicateur qui n'existe pas encore et dont on ne sait rien: le "revenu moyen d'activité par tête".

Mais à ce propos, tout le monde se souvient de la confiance faite par Fillon en 2016, devant un parterre de patrons amusés, leur expliquant que « le système de retraite par points [...] en réalité, ça permet une chose qu'aucun homme politique n'avance, ça permet de baisser chaque année le montant des points, la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions. »

UN DEUXIÈME SOUFFLE POUR REPARTIR TOUS ENSEMBLE

Aujourd'hui, après deux mois de grève reconductible à la SNCF et à la RATP, la mobilisation connaît un moment de repli, en particulier durant cette période marquée par les vacances scolaires, mais elle demeure bien vivante et se manifeste de bien des façons.

Les hospitaliers étaient à nouveau des milliers dans les rues, vendredi dernier, à Paris et dans tout le pays, pour dénoncer la catastrophe annoncée dans les hôpitaux. Les avocats poursuivent leur grève, les vacataires et précaires de plusieurs secteurs, dans les universités, parmi les travailleurs saisonniers des stations de ski, se mobilisent. L'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles ce jeudi 20 février.

Le mouvement cherche un second souffle pour créer les conditions du tous ensemble qui a manqué, débouchant sur une grève générale bloquant le pays, seule à même de faire reculer Macron et sa réforme.

Pour cela, le NPA propose que soit organisée une grande manifestation nationale à Paris rassemblant tous les secteurs en lutte qui soit un nouveau point de départ pour repartir en grève reconductible.



Urtikan...

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



MARCHE LAVAL PARIS DU 17 AU 25 FEVRIER ET A NOGENT EN MARCHÉ POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE

Parce qu'ils restent sourds à nos grèves et manifs, parce qu'ils nous gaudent et nous violentent, parce qu'ils criminalisent nos blocages, parce qu'on veut montrer à tous combien on est déterminé(e)s, parce qu'on veut leur reprendre le terme de « marcheurs » qu'ils ont sali, parce que face à leur logique de marché et au-delà de la question des retraites, on oppose le désir d'un monde socialement et écologiquement cohérent, parce que faire converger les initiatives les renforcent, et surtout parce que nous pensons qu'il est encore possible de gagner, nous vous appelons à soutenir leur initiative.

Les mayennais nous invitent à rejoindre leur Grande Marche Laval Paris du 17 au 25 février qui s'achèvera aux portes de l'Assemblée Nationale pour remettre à plusieurs députés notre cahier de doléances.

Les étapes près de chez nous : ils quitteront Le Mans mercredi matin, s'arrêteront à La Ferté Bernard à 18h. Ils repartiront de la Chapelle Souëf ce jeudi matin et s'arrêteront à Nogent le Rotrou. Alors demain soir. Rejoignons-les !

A 17h 30 devant la Gare de Nogent – à 18h30 pour un Débat au Centre Socio-culturel (74 rue Gouverneur)

UNE GREVE GAGNANTE DES VESTALIA A RENAULT GUYANCOURT

Filiale de Véolia, à prêt d'une centaine, ils assurent la logistique sur l'ensemble de Guyancourt. En 2020, la direction a imposé la flexibilité avec des semaines de 22h à 44h, pour des salaires autour de 1300€ nets. Et en plus une prime de sécurité était versée à la tête du client.

Alors la semaine dernière, ils ont profité de l'ouverture des NAO pour s'y mettre vraiment ... ils se sont mis en grève, majoritairement, reconductible, menaçant le bon fonctionnement de l'établissement.

Quatre jours de grève, combative, déterminée, et la direction a du reculer : 2% d'augmentation au lieu du 1% prévu – la prime égale pour tous et une prime spéciale de 100€. Comme quoi, ça peut vraiment valoir le coup de se mobiliser franchement

Et si on s'y mettait tous, pour nos salaires, et nos conditions de travail.

19 FEVRIER 2019-19 FEVRIER 2020 :

UN AN DE MOBILISATION DU HIRAK EN ALGERIE

Depuis un an chaque mardi pour les étudiants et chaque vendredi, des dizaines ou des centaines de milliers de personnes manifestent à travers toute l'Algérie. Ils ont obtenu le départ du président Boutéflika, l'annulation de l'organisation par l'armée d'une première élection présidentielle, un simulacre d'épuration des personnages les plus corrompus et détestés de l'ancien régime.

Malgré la farce d'une nouvelle élection présidentielle largement boycottée par la population, le Hirak continue d'exiger un pouvoir civil, pas militaire : « système dégage » et "qu'ils dégagent tous"

Rendez l'argent bande de voleurs," libération des prisonniers du Hirak" Pour une véritable indépendance de l'Algérie: contre l'exploitation du gaz de schiste par Total ... Ils affirment que "le vrai pouvoir doit venir du peuple. Pour cela, il faudra s'organiser pour élaborer démocratiquement un projet de société capable de satisfaire les besoins de toute la population.

AUX COTES D'ISRAËL, TRUMP PIÉTINE LES DROITS DES PALESTINIENS

Depuis longtemps les palestiniens savent qu'il n'y a plus rien à attendre des autorités américaines. Encore moins avec Trump. Depuis 1967, sous les yeux d'une communauté internationale paralysée, les dirigeants d'Israël bafouent les résolutions de l'ONU : territoires palestiniens occupés, colonies israéliennes en terre palestinienne ...

Après le déménagement à Jérusalem de l'ambassade américaine, le soi-disant « plan de paix » de Trump leur donne entièrement raison à Netanyahou. Il ouvre la voie à l'annexion par Israël des rives du Jourdain, entérine comme fait accompli les colonies israéliennes et l'annexion de Jérusalem-Est.

Ne resteraient aux palestiniens que des bouts de territoire séparés les uns des autres, reliés par des ponts, des tunnels ou des routes sous contrôle israélien. Une véritable provocation. Macron et son gouvernement ont « salué les efforts du Président Trump ». Une complicité honteuse. Notre solidarité à nous va au peuple palestinien.

AVEC LES PERSONNELS DU SECTEUR DEFENDONS LE DROIT A LA SANTE

A nouveau en grève et dans la rue le 14 février, les personnels des EHPAD, des urgences, et des hôpitaux en général, tirent depuis deux ans la sonnette d'alarme.

Le système de santé est dévasté : la sécu rembourse de moins en moins bien et les tarifs des mutuelles explosent ; trouver un nouveau médecin devient difficile, et il y a des mois d'attente pour un rendez-vous de spécialiste, sans compter les dépassements d'honoraires ; les services d'urgence sont débordés, les hôpitaux financièrement asphyxiés ; beaucoup d'enfants en situation de handicap restent sans prise en charge...

Et si des centaines de chefs de service des hôpitaux font la grève de leurs tâches administratives, c'est bien que la situation est devenue intolérable.

Quand l'hôpital est sacrifié à l'autel de l'austérité budgétaire, les personnels sont épuisés et la santé des patients en danger. Quand les personnels de santé réclament des moyens, ils et elles se battent pour le droit à la santé de tous et toutes. Et ce n'est pas le changement de ministre qui va les faire taire.

STATIONS DE SKI : POUR LE DROIT DE VIVRE EN PISTE CONTRE LA PRECARITE

Samedi dernier, la grève nationale des saisonniers, lancée par la CGT et FO, a été suivie dans des dizaines de stations. Salariés embauchés pour une saison, ils et elles prennent en effet en pleine figure la réforme de l'assurance chômage.

Depuis novembre 2019, il leur faut six mois de travail sur 24 mois pour avoir droit au chômage : au lieu de quatre sur 28 mois auparavant. Même en additionnant petits contrats d'hiver et petits contrats d'été, difficile d'y arriver. Dans des régions qui vivent au rythme du tourisme, c'est l'alternance petits contrats-chômage qui est la règle. Privés d'allocation chômage, c'est la misère qui les attend, comme des centaines de milliers d'autres précaires.

Et quand bien même le cap des six mois serait atteint, un nouveau mode de calcul va faire baisser le montant des allocations à partir d'avril. La grève de samedi dernier : un mouvement de colère qui en appelle d'autres à une plus large échelle et mérite toute notre solidarité.